

# La réunion de Madrid — perspectives

par D.C. Arnould

L'invasion soviétique de l'Afghanistan, alliée à la nouvelle vague de mesures contre les dissidents soviétiques au nombre desquels figure au premier plan le Dr Andreï Sakharov, a naturellement suscité des questions au sujet de la session de Madrid de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui doit se tenir en novembre comme suivi de l'Acte final d'Helsinki adopté en 1975.

Les gens s'interrogent sur l'utilité de la réunion. Ils se demandent si elle peut donner des résultats positifs ou si elle ne dégénérera pas tout simplement en une joute de vitupérations plus stérile encore que la réunion de Belgrade tenue en 1977-1978. Ces questions sont toutes valables et, pour y trouver réponse, il faut remonter aux sources et examiner ce que les 35 pays signataires de l'Acte final voient comme avantages dans le processus de la CSCE. Il n'y a certes pas unanimité de vues à cet égard. Les pays signataires peuvent être regroupés en trois catégories (quoique à contrecœur pour certains): les alliés occidentaux, les pays du Pacte de Varsovie et les nations neutres et non-alignées. Grosso modo, chaque groupe a ses intérêts propres, bien qu'il y ait d'importantes divergences d'opinions au sein de chacun d'eux.

## **Inquiétudes et espoirs**

Au début, un certain nombre de pays occidentaux hésitaient à convenir de la tenue d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, car ils y voyaient essentiellement une manœuvre des Soviétiques pour remplacer les traités finals évasifs ayant présidé à la conclusion formelle de la Seconde Guerre mondiale. Il leur semblait s'agir d'une tentative détournée de l'URSS en vue d'atteindre son objectif de consolidation de ses gains territoriaux et politiques en Europe de l'Est. Mais, pour ceux qui croyaient possible de bâtir une nouvelle relation sur un statu quo en Europe, l'idée était attrayante. Dans une perspective réaliste, on peut exclure tout changement de la conjoncture qui ne procéderait pas exclusivement d'un lent processus historique et évolutif. Les nations occidentales se sont alors penchées sur les avantages qu'elles pourraient espérer voir découler d'une telle conférence. Cette étude portait sur trois secteurs principaux: la politique, l'économique et ce que l'on coiffait du titre de contacts humains et d'échanges culturels.

---

*M. Arnould a occupé plusieurs postes au ministère des Affaires extérieures. Il est maintenant agent politique à la Direction du personnel internationale de l'OTAN, située à Bruxelles.*